



Les JAP sabotent et tirent Le système pénitentiaire vers le fond ! FO Justice accuse !

COMMUNIQUÉ :

- ▶ Alors que la **surpopulation carcérale** atteint chaque mois de nouveaux records,
- ▶ Alors que plus de **6 000 matelas au sol** sont désormais la norme,
- ▶ Alors que **11 000 bracelets électroniques** dorment dans les tiroirs,
- ▶ Alors que **nos quartiers de semi-liberté** restent désespérément vides et que les **aménagements de peine s'effondrent**, nous devons le dire clairement : **si l'objectif était de faire implorer le système pénitentiaire, on ne s'y prendrait pas autrement.**

Et comme si la situation n'était pas déjà assez explosive, fallait-il encore franchir une nouvelle étape ? **Un juge de l'application des peines décide d'accorder une permission de sortie à l'un des 100 narcotrafiquants les plus dangereux, pourtant placé en QLCO.**

Là, on n'est même plus dans l'erreur d'appréciation : on dynamite la logique même du dispositif.

Pourtant, la commission d'application des peines avait examiné ce dossier et rendu un avis défavorable. Un avis destiné à éclairer le JAP, qui a choisi de ne pas en tenir compte.

- Faut-il rappeler que certains syndicats de magistrats se sont opposés, tout comme certains syndicats de fonctionnaires pénitentiaires, à la création même des QLCO ?
- Faut-il rappeler que ces mêmes organisations ont dénoncé le protocole d'Incarville, y compris le jour de l'hommage national à Arnaud et Fabrice ?
- Faut-il rappeler enfin, que ces mêmes syndicats de magistrats s'allient aujourd'hui à d'autres organisations du ministère, tel deux boulets, pour préserver leur pré carré, au détriment de l'efficacité et de la sécurité ?

STOP à l'hypocrisie



Tout cela n'est plus tenable. FO Justice l'affirme avec force : il est urgent de revoir en profondeur le rôle et les missions des JAP !

► Ceux qui sont au plus près de la population pénale, des réalités de terrain, des tensions, des risques : **ce sont les personnels pénitentiaires !**

► Ceux qui gèrent, qui interviennent, qui rédigent les rapports sur lesquels les magistrats doivent s'appuyer : **ce sont les personnels pénitentiaires !**

Et pourtant, ce sont d'autres qui décident, souvent loin du terrain, en ignorant les alertes et les avis techniques.

Il est donc temps que les missions, aujourd'hui concentrées entre les mains du JAP, soient transférées à l'administration pénitentiaire, seule à même de prendre des décisions ancrées dans la réalité du terrain.

Évidemment, les syndicats corporatistes de magistrats et certaines associations d'avocats s'y opposent, par crainte d'une perte d'influence ou de moyens. **Nous ne sommes pas dupes !**

Nous ne pouvons plus continuer ainsi. L'administration pénitentiaire, éternelle voiture-balai d'une chaîne pénale dysfonctionnelle, refuse désormais de subir les conséquences de décisions prises hors-sol, par des magistrats coupés de la réalité, **indifférents à la souffrance des personnels et à la gravité de la situation.**

Il est enfin temps que les responsables politiques prennent la mesure du danger, qu'ils assument et comprennent que le pouvoir réel, aujourd'hui, n'est plus là où ils l'imaginent : **il se situe dans les établissements pénitentiaires, auprès des femmes et des hommes qui, chaque jour, maintiennent debout un système au bord de la rupture.**

**FO Justice le répète : cela ne peut plus durer.
Il faut siffler la fin de la partie !**

